



Compte rendu

Francfort – Allemagne – Mercredi 13 février

Présentation

Une centaine de participants a fait le déplacement au Haus am Dom à Francfort sur le Main en Allemagne, pour ce sixième débat que le député Frédéric Petit anime dans sa circonscription. Le conseiller consulaire et membre de l'Assemblée des Français de l'étranger Jean-Marie Langlet ainsi que son suppléant ont participé à l'organisation de l'évènement aux côtés des équipes En Marche ! de Francfort. Nous remercions également les modérateurs et preneurs de notes ont permis le bon déroulement des discussions.

Après une présentation de l'esprit du grand débat et des règles de liberté de parole et de respect des opinions d'autrui par le député, la salle a été divisé en deux groupes afin de faciliter les échanges. Tous les quatre grands thèmes du débat ont pu être abordés dans chacun des groupes, avant une mise en commun rapide et une conclusion commune de la soirée.

*

Groupe 1

Modérateur du groupe : Yoann Thériaud

Preneurs de note : Marc (relevé des interventions) et Philipp Saueracker (résumés)

Premier tour de parole : réactions et commentaires généraux sur les gilets jaunes et sur la situation en France

Résumé du premier tour :

- la crise des gilets jaunes inquiète les participants
- frustration de plus de 40 ans d'inactivité
- peur de changement à cause de son poste de l'élite politique
- contraste : France d'en haut : la ville <-> France d'en bas: le village/la campagne
- peur des forces de l'extrême gauche et droite et de l'antisémitisme
- incompréhension par rapport aux revendications incohérentes des gilets jaunes
- urgence des inégalités
- manque de „Mittelstand“ (classe moyenne) en France, il faut plus de PME
- il faut décentraliser l'état

Relevé des interventions :

J'habite dans une petite commune du sud de la France et je ressens l'écart et l'abandon d'avec les grandes villes.

Il faut de la durée dans la vie politique et pas remettre en cause tout tous les six mois sur un coup de chaud.

On a voté pour des programmes en 2017. EM reprendra peut-être 50 % des propositions du grand débat au mois de mai pour répondre à l'urgence de faire quelque chose tout de suite. Mais cela va se heurter à la réalité du grand débat.

La majorité silencieuse est dans l'ensemble contente et ce n'est pas tout le monde qui se plaint de la situation actuelle. J'habite aussi dans un petit village de campagne et j'ai mes médecins et la poste et ça marche.

80 % des Français soutiennent les gilets jaunes. En fait le soutien initial était surtout lié à la question des inégalités. Mais le mouvement dérive.

Beaucoup de gens se sentent exclus. Il y a certes un programme important de réformes pour l'économie qui vise le long terme mais les problèmes des gens sont des problèmes dans l'urgence. Il faut éviter les laissés-pour-compte des réformes de long terme.

Les gilets jaunes ont bénéficié de la sympathie des Français mais pas forcément de leur soutien.

Les inégalités ne sont pas si fortes qu'on ne le dit il faut regarder un petit peu où se trouve la France et où se trouve le curseur est aussi quels sont les moyens qui sont déjà mis en œuvre.

Le grand débat et une très bonne initiative qu'il faut réitérer et pérenniser.

Thème 1 : Organisation de l'Etat et des services publics

- **Sous-thème : Sur l'organisation de l'Etat et des collectivités territoriales**

Relevé des interventions :

Afin d'obtenir une élection parfaite des élus, un moyen serait le tirage au sort. Cela aurait aussi pour résultat de pallier au manque de diversité socioprofessionnelle des élus.

Un élément central des réformes doit être de rétablir l'économie et de rétablir la confiance. Sans ces deux éléments, il n'y aura pas de solution.

Les français manquent de volonté d'entreprise et de volonté de prendre des risques. Ils ont tendance très souvent à vouloir déléguer.

À quoi sert un conseil départemental ? Il y a trop de différents niveaux, il faut simplifier le millefeuille pour que chacun sache qui fait quoi.

Il ne faut pas supprimer les élus ou réduire leur nombre, ce qui aboutirait à les rendre plus éloignés de la population, ce qu'il faut supprimer, ce sont les hiérarchies administratives.

Il faut augmenter la transparence des décisions, et de la prise de décision, ce que j'appelle augmenter leur visibilité.

Le diagnostic de la cassure entre Paris et le désert français est très ancien. Trop de personnalités politiques vont faire carrière à Paris pour s'enrichir dans la spéculation immobilière.

De la même manière que l'on a déplacé certaines grandes écoles, pourquoi ne pas forcer le parlement à changer de siège régulièrement et se déplacer en province pour une certaine durée (deux ans par exemple). Le transfert de l'ENA est un alibi.

Le système fédéral allemand fonctionne bien : il faut donner en France davantage de pouvoirs aux régions.

Trop de décisions sont prises en France sans que le décisionnaire ait à en assumer la responsabilité, comme c'est le cas des décisions par exemple du préfet. On pourrait envisager de supprimer le préfet représentant de l'État et redonner l'intégralité du pouvoir de décision aux élus.

Il faut réduire le nombre de communes.

- **Sous-thème : Sur les services publics, et en particulier sur l'éducation, avec des remarques sur les entreprises et l'apprentissage**

Relevé des interventions

Les taxes sont trop importantes sur les jeunes entrepreneurs, même si la création d'entreprise n'en est pas forcément freinée.

Il faut penser en termes d'exportation et pas toujours en termes de marché national. Les Français ont tendance à se concentrer d'abord sur leur public national avant de proposer rigoureusement le même produit non transformé à l'étranger, ce qui ne peut que manquer son but.

Il faut davantage d'investissement en France, par une réduction des charges ou un soutien direct à l'investissement.

Il faut modifier la formation des jeunes et des enseignants. Une solution serait l'introduction du système "dual" à l'allemande combinant l'école et l'entreprise avec un apprentissage. La France doit importer ce modèle.

Il faut davantage responsabiliser les entrepreneurs.

Il faut renforcer l'apprentissage des langues auprès des jeunes ce qui les aidera également à mieux vendre les produits français à l'étranger. C'est par ailleurs une ouverture d'esprit appréciable, car les jeunes français sont trop repliés sur eux-mêmes.

Imiter le modèle d'apprentissage allemand, on n'en parle depuis plus de 40 ans. Il faut savoir accepter que ne pas avoir le baccalauréat n'est pas forcément une catastrophe et il faut valoriser les métiers dits manuels. L'Allemagne est en train de prendre le même mauvais chemin que celui que nous avons pris il y a déjà longtemps en voulant emmener tout le monde au baccalauréat général.

Il faut renforcer la formation à l'économie réelle dans le cadre des études scolaires.

Le modèle français du baccalauréat maintient trop longtemps dans le système des élèves qui n'ont pas vocation à y rester, s'ils n'y sont pas adaptés. On ne fait que fabriquer des chômeurs en prolongeant à tout prix les études générales.

Il faut revaloriser les rémunérations des enseignants qui ne sont pas bien payés alors que pourtant ils assument une responsabilité énorme. Mais c'est également un peu de leur faute car ils sont les premiers à vouloir bloquer toute réforme.

Il est difficile d'importer le modèle allemand sans importer en même temps les éléments de la base culturelle qui font la différence entre l'Allemagne et la France.

L'éducation nationale n'est pas assez transparente pour le citoyen qui voudrait bien savoir exactement ce qui s'y passe. Pourquoi ne pas ouvrir les classes à tout citoyen qui souhaite s'asseoir au dernier rang pour écouter ce qui s'y passe ?

Il faut modifier le mode de financement de l'éducation avec moins d'enseignants mais des enseignants mieux payés et qui pourraient faire davantage d'heures car actuellement, ils en font trop peu. En particulier les enseignants qui reprennent leur programme chaque année car les programmes ne changent finalement pas tant que cela.

Résumé :

- la formation professionnelle est très importante, prendre exemple sur le système allemand de „Duale Berufsausbildung“
- l'apprentissage de langues aussi très important
- faut aussi travailler/changer la mentalité
- faut penser plus „économique“/ apprendre à connaître le fonctionnement de l'économie
- augmenter le salaire des professeur/instituteurs et mieux valoriser ce métier

Thème 2 : Fiscalité et dépenses publiques

Relevé des interventions

L'inégalité de l'impôt est surtout liée à la non prise en compte de l'origine des revenus. Cela favorise une évasion fiscale légale. Il faut que l'impôt soit basé sur des assiettes plus larges ou sur la plus large possible. Un modèle qui fonctionne est la CSG.

Personne ne fait dans la réalité sa semaine de 35 heures, il faut abolir cette règle et revenir comme dans tous les pays d'Europe à la semaine de 40 heures.

La suppression de l'impôt sur la fortune a choqué beaucoup de monde. On pourrait le rétablir en le liant à des contraintes d'investissement. Il faut également procéder, peut-être dans un an, à une évaluation de la réforme qui a mené à sa suppression.

Il faudrait laisser partir plus tard à la retraite ceux qui n'ont pas la nécessité économique de partir à l'âge légal.

Dans la réflexion sur la fiscalité des personnes les plus riches il faut garder en tête que le marché des actions est un des modes de financement des entreprises.

L'impôt sur la fortune provoque une énorme perte de recettes. La France est le seul pays à avoir un impôt de ce genre.

Il faut harmoniser les seuils fiscaux au niveau européen afin d'éviter le dumping fiscal entre les États. Malgré les appels à l'unité, chacun protège en fait son propre petit paradis fiscal (pour la France, par exemple : Monaco).

Il faut inclure dans l'IFI les liquidités (cash) qui dorment sur les comptes bancaires.

La réforme fiscale ne doit pas taper sur ceux qui ont de l'argent mais qui l'utilisent de manière utile.

Le prélèvement à la source est en fait une simplification que nous connaissons ici en Allemagne. Mais les Français ont toujours peur quand on commence à toucher à leur argent.

L'inégalité fiscale (ou sa perception) peut être corrigée en créant un impôt qui soit réellement et intégralement progressif jusqu'en haut de l'échelle des revenus sans abaissement de la courbe dans le haut du tableau.

Le système du quotient familial est injuste car il réduit proportionnellement le montant imposable de la même manière pour les plus riches et pour les plus pauvres. Une solution plus juste serait l'application d'un abattement fixe (par exemple comme le "freibetrag" allemand) qui s'appliquerait de manière identique pour un enfant à tous les niveaux de revenus.

Il y a trop de niches fiscales, c'est là qu'il faut faire le ménage et les supprimer

Imposer le cash dont disposent les personnes dormant sur des comptes est injuste car c'est imposer une deuxième fois l'argent qui reste après les impôts.

On mélange souvent entre le patrimoine et le revenu, ce qui peut poser problème pour les personnes dont le patrimoine augmente subitement pour des raisons indépendantes de leur volonté sans que leurs revenus ne bougent. Par exemple : les agriculteurs ou les propriétaires de terrains sur l'île de Ré.

Quand un Français pense à son salaire net en général il ne voit que le net après cotisations sur lequel il n'a pas encore payé ses impôts (ce qui pourrait changer avec le prélèvement à la source). Pour davantage de lisibilité, on pourrait utiliser les termes salaire "net" et salaire "double-net".

Il faut augmenter le pouvoir effectif de la Cour des Comptes.

La désindexation des retraites sur l'inflation a été une grosse erreur et correspond à une dépréciation hypocrite des revenus des retraités.

- **Résumé des propositions fiscales :**

- Ceux qui investissent leur fortune dans l'économie ne devraient pas être touché pas touché par une taxe supplémentaire
- Partir à la retraite plus tard devrait être une option pour faire des économies
- La Commission européenne devrait s'occuper d'harmoniser les taxes pour tous les pays membres
- Il faudrait une progressivité des impôts comme en Allemagne
- Il faut faire le ménage dans les niches fiscales
- Il faudrait augmenter le pouvoir de la Cour des comptes

Thème 3 : Transition écologique

Relevé des interventions

La taxe carbone est l'outil le plus effectif pour la transition énergétique même si sa mise en œuvre est en effet particulièrement compliquée.

Il faut créer des obligations d'information et de notification sur les véritables coûts carbone de la fabrication des produits. Ensuite, c'est au consommateur de juger et de faire lui-même le choix.

On pourrait créer des quotas carbone pour les particuliers de la même manière que les quotas carbone existent pour les entreprises. Chacun bénéficierait d'un crédit carbone qu'il pourrait le cas échéant, s'il est vertueux, revendre à d'autres qui le sont moins. Le bénéfice serait alors la récompense pour les comportements vertueux.

Il ne faut pas mettre la responsabilité financière de la transition écologique sur les citoyens qui n'en ont pas les moyens.

L'industrie automobile n'investit pas dans la recherche et le développement pour les véhicules plus propres.

Lorsque l'on taxe les entreprises, au final c'est toujours le consommateur qui paye.

L'idée d'une carte carbone avec des crédits individuels qui seraient décomptés à chacun correspond à un traçage intégral de la consommation des personnes voire un flicage.

Il faut généraliser les systèmes de consigne et d'encouragement au recyclage.

EM a en place un véritable système libéral : si tu pollues, alors tu paies. C'est OK sur le principe quand on est riche, ce n'est pas le cas forcément des autres.

Il faudrait taxer les produits importés en ajoutant leur consommation carbone au niveau européen. Cet ajout permettrait de voir que les produits importés chinois ne sont finalement pas aussi bon marché par rapport aux produits français.

Il faut mettre en place un système de traçabilité de la pollution avec une obligation de quantifier les effets environnementaux. Mettre une étiquette sur chaque vache :).

La transition énergétique, par exemple la mobilité électrique, est freinée par le fait de ne pas savoir ce qui sera taxé demain. Les règles changent trop souvent et n'encouragent pas à s'engager sur des chemins nouveaux.

Il faut réduire la production de déchets.

Thème 4 : Démocratie et citoyenneté

Le RIC est une bonne solution pour des sujets locaux mais il ne faut pas l'étendre à des sujets futiles comme en Suisse ou à des sujets de fond tels que la peine de mort.

Le référendum citoyen va aboutir à bloquer le fonctionnement de l'État. Les seuls référendums qui passeront/seront proposés sont ceux dans lesquels chacun demandera toujours plus en contribuant toujours moins.

Alors que l'on remet en cause les connaissances des élus, le référendum d'initiative citoyenne ne va faire que transférer la décision sur des sujets compliqués à ceux qui en sont le moins spécialistes.

Il faut intégrer des éléments plébiscitaires sans pour autant désavouer les élus.

En Suisse, le temps entre le dépôt d'un référendum et le vote va jusqu'à trois années. C'est peut-être démocratique et permet le temps du débat mais cela freine énormément les réformes de l'État.

Les Allemands n'ont pas besoin d'un référendum d'initiative citoyenne car leur système de représentation politique dans les parlements est efficace. En France, où de larges parties de la population ne sont pas représentées, le référendum est une béquille ou un contre-pouvoir nécessaire.

La représentativité déresponsabilise les citoyens.

Contrairement à des élections, le référendum avec son modèle binaire génère une majorité claire sur un sujet précis.

Il faudrait intégrer une clause minimale de participation aux élections pour qu'elles soient valides.

Oui à la reconnaissance du vote blanc avec une conséquence qui pourrait être une variation de la durée du mandat en fonction du taux.

Remplacer le scrutin majoritaire à deux tours que nous avons par un scrutin de type préférentiel dans lequel les électeurs pourraient exprimer leur voix en plaçant les candidats par ordre de préférence.

Le référendum de 2005 sur le traité européen est le plus mauvais exemple de non-respect du résultat d'un référendum. Une décision prise par référendum ne devrait jamais pouvoir être reprise ou corrigée par un vote au parlement.

Pour l'introduction du vote obligatoire

Il faudrait un mandat présidentiel plus long (retour par exemple à cette année) mais en aucun cas renouvelable. Quand on n'est pas obligé de courir derrière sa réélection, on est libre de ses actions.

On peut garder le mandat présidentiel de cinq ans et non renouvelable, car les électeurs votent surtout sur des thématiques et rien n'empêche un parti politique de garder son thème en changeant le candidat qui le défend tous les cinq ans.

Il faut interdire les dons des particuliers aux partis politiques et abolir le système actuel pour le remplacer par un chèque que chaque citoyen pourrait accorder au parti de son choix. Sur la base du montant distribué actuellement, ce serait environ sept euros par citoyen et par an.

La reconnaissance du vote blanc risque de provoquer la création d'un parti du vote blanc.

Résumé des propositions exprimées concernant à la fois l'organisation de l'Etat (thème 1) et la démocratie (thème 4) :

- le système électoral n'est pas juste, pas représentatif

- frustration par rapport à la communication peu respectueuse des élus
- déception par rapport à des attentes non atteintes
- problème de de la professionnalisation des élus politique au lieu de citoyen ordinaire
- problème de responsabilisation de l'individu (on cherche toujours la responsabilité chez l'état, au lieu de prendre sa propre initiative)
- manque de confiance dans les institutions
- simplifier les institutions et leur fonctionnement ainsi que l'administration
- changer de capitale pour mettre les institutions dans une ville/région défavorisée et plus proche des citoyens abandonnés
- reconnaissance du vote blanc nécessaire
- interdire les dons aux partis
- continuer régulièrement ce débat au-delà du GDN
- élus : tirage au sort d'individu pour être plus représentative et plus proche du peuple
- supprimer la préfecture pour décentraliser le pouvoir au niveau local

Groupe 2 – Débat libre et impressions

- _ Du mal à critiquer les Gilets Jaunes jusqu'au coup de gueule de François Berléans
- _ Colère sur le mouvement des Gilets Jaunes, mauvaise image en Europe. Mauvais pour Macron et son leadership en Europe.
- _ Les allemands ne comprennent pas ce qu'il se passe
- _ Participants scandalisés par les violences, surtout contre la police. Rappel des évènements du 13 novembre où on respectait la police.
- _ Choqué mais compréhensif car c'est un problème qui est là depuis longtemps. Quelque chose qui s'est accumulé d'où le soucis de régler le problème.
- _ Sentiment de tristesse, quand cela va s'arrêter ?
- _ Un participant trouve normal le fait d'aller dans la rue mais pas les violences commises. Colère saine.
- _ Sortir du stade de l'émotion.
- _ Les foulards rouges ne sont pas repris dans la presse.
- _ Volonté que l'idéal européen soit plus présent dans les débats médiatiques.
- _ Problème de représentation du mouvement des Gilets Jaunes. En France les citoyens attendent trop de l'Etat alors qu'il y a d'autres façons d'être citoyen.
- _ Pas d'accord avec le mouvement, espère que le GDN règle le problème.
- _ Les élus locaux sont désespérés et regrette la culture de haine sur les réseaux sociaux.
- _ Crainte que l'on se dirige vers l'anarchie, dans une société sans règle où la politique se fait dans la rue
- _ Problème de Facebook
- Le député Frédéric Petit demande à recentrer le débat sur la citoyenneté.
- _ Les travailleurs pauvres sont sur les ronds-points pas les chômeurs.
- _ Ecart entre Paris et le reste de la France, revoir une décentralisation
- _ Affaire Benalla qui choque
- _ Simplifier le régime de l'Etat, le financement des collectivités territoriales est trop compliqué pour les citoyens
- _ Très mauvaise idée de grouper région et département.
- _ Inciter les entreprises à aller à Paris est une mauvaise idée.
- _ L'administration a un effet néfaste sur la vie des gens.
- _ Appeler à la démission de Macron est anti démocratique.
- _ Manque de transparence sur le travail des députés.
- _ Proportionnelle nécessaire pour représenter toutes les sensibilités.
- _ Problème d'éducation, notamment avec les jeunes qui ne votent pas.
- _ Obliger les parlementaires à rendre des comptes tous les mois.

_ Une jeune fille dit qu'elle se sent pas concernée par ce qu'il se passe car elle a très peu d'informations et elle souligne le problème des Fakes News sur les réseaux sociaux qui rendent difficile la réflexion.

_ Pas d'accord pour la proportionnelle car ça ferait rentrer trop de RN au Parlement.

_ Les gens ne se sentent plus représentés, ex des gilets jaunes.

_ Les députés travaillent mais on ne sait pas ce qu'ils font.

_ Les gens ne se sentent plus européen car on apprend plus l'Europe à l'école.

Fiscalité

_ Colère sur la Taxe d'habitation maintenue pour les résidences secondaires

_ impôt sur le revenu juste la moitié de la population le paie, grave car la personne ne prend pas conscience de sa participation, il faut mettre au moins 1 euro symbolique d'impôt.

_ La transparence devrait être faite sur les financements des écoles de Provinces car pour Paris elle est faite.

_ Dilemme : on veut moins d'impôts et plus de prestations

_ Le français a la productivité la plus faible des pays développés.

_ Evaluer les services de l'Etat qui marchent et qui ne marchent pas.

_ Avec la globalisation on tire les salaires vers le bas, il y a un problème du coût de la vie et il faut une réglementation sur la hausse des prix.

_ Problèmes d'adéquation entre où travailler et où se loger.

_ Manque de productivité.

Ecologie :

_ Changer sa façon de vivre comme manger moins de viande

_ Isolation des logements

_ L'écologie est taboue chez les jeunes car les vegans sont traités de radicalisés.

_ Si quelqu'un commence à changer, les autres suivront.

_ Voir le film Demain

_ Remplacer la TVA en Taxe carbone

_ Les grosses voitures ne sont pas assez taxées

_ Soutenir les vélos en France

_ Recyclage et consommer moins

_ Piétonniser les centres villes : rendre les parkings très chers pour inciter les gens à se déplacer autrement

_ Réfléchir à d'autres moyens de mobilités

_ Mettre une TVA sur les produits transformés et non sur les produits végétaux primaires

_ Service civique à rétablir

_ Pourquoi un seul ministre de l'écologie ?

_ Pourquoi les produits textiles sont fabriqués en Chine ? Il faut mettre une taxe carbone, éthique et une TVA sociale.

_ Favoriser les marchés locaux

_ Modèle économique à revoir avec une taxe carbone

_ Supprimer les cargos

_ Taxer le kérosène au niveau européen

_ Encourager les gens à se regrouper pour économiser les ressources.

_ Repenser l'urbanisme.

_ Investir dans la recherche d'énergie renouvelables

_ Limiter les consommations personnelles.

Conclusion

En clôture du débat, les modérateurs et preneurs de note ont très rapidement mentionné les thèmes et sujets qui ont été abordés dans chacun des groupes. Le député a formulé ses remarques générales sur les questions abordées, en particulier celles qui concernent son travail à l'Assemblée et qui touchent les Français établis à l'étranger. Le député, le modérateur et le conseiller consulaire Jean-Marie Langlet ont tenu à remercier les participants pour le respect dans les discussions menées et la qualité des échanges.